

# INSTRUCTION

N° 98-020-M51 du 26 janvier 1998

NOR : BUD R 98 00020 J

Texte publié au BOCP

NOMENCLATURES BUDGÉTAIRES ET COMPTABLES DES DÉPARTEMENTS,  
DES RÉGIONS ET DE LEURS ÉTABLISSEMENTS PUBLICS.

## ANALYSE

Publication d'une circulaire interministérielle de mise à jour des plans de comptes.

Date d'application : 01/01/1998

## MOTS-CLÉS

COLLECTIVITÉS ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX ;  
DÉPARTEMENT ; RÉGION ; COMPTABILITÉ M51 ; NOMENCLATURE

## DOCUMENTS À ANNOTER

Néant

## DOCUMENTS À ABROGER

Néant

## DESTINATAIRES POUR APPLICATION

TPGR	TPG	DOM	RF	T								

## DIFFUSION

GT 12

*DIRECTION DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE*

*Sous-direction D - Bureau D3*

La présente instruction a pour objet de notifier aux comptables la circulaire interministérielle n° NOR-INT-B-97-00218-C en date du 22 décembre 1997.

Ce document apporte une mise à jour complémentaire des nomenclatures budgétaires et comptables des départements, des régions et de leurs établissements publics applicable à compter du 1er janvier 1998.

LE DIRECTEUR DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur de la Comptabilité Publique  
LE SOUS-DIRECTEUR CHARGÉ DE LA SOUS-DIRECTION D

PIERRE-LOUIS MARIEL

ANNEXE : Circulaire interministérielle n° NOR/INT/B/97/00218/C du 22 décembre 1997.

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE  
Direction de la comptabilité publique  
Bureau D3

MINISTERE DE L'INTERIEUR  
Direction générale des collectivités locales  
Bureau des budgets locaux et de l'analyse financière

Le Ministre de l'Intérieur  
Le Ministre de l'Economie, des Finances et de  
l'Industrie  
à  
Mesdames et Messieurs les préfets,  
Mesdames et Messieurs les trésoriers-payeurs  
généraux

**CIRCULAIRE N° NOR INT/B/9700218/C**

**OBJET** : Mise à jour des nomenclatures budgétaires et comptables des départements, des régions et de leurs établissements publics (instruction M51).

La présente circulaire apporte une mise à jour complémentaire des nomenclatures budgétaires et comptables des départements, des régions et de leurs établissements publics.

Cette mise à jour est applicable à compter du 1er janvier 1998.

## ANNEXE (suite)

**I/ NOMENCLATURE DES DEPARTEMENTS (M51)**A) Modifications de la nomenclature

## 1) Pour suivre les emplois jeunes :

L'intitulé du compte 613 "rémunérations des apprentis" est modifié en "emplois d'insertion".

. Création de subdivisions au sein du compte 613 pour prendre en compte les emplois jeunes (Versement de la rémunération) :

6131 - Rémunération des apprentis

6132 - Emplois jeunes

6139 - Autres

. Création de subdivisions au sein du compte 7371 pour suivre le versement des fonds par l'Etat :

73711 - Participation de l'Etat pour les emplois jeunes

73719 - Autres

## 2) Pour retracer l'allocation prestation spécifique dépendance créée par la loi n° 97-9760 du 24 janvier 1997, création du compte 652 et de ses subdivisions :

## 652 - Prestation Spécifique Dépendance

6520 - Prestations de service en nature à domicile

65200 - Paiement aux bénéficiaires - Frais de personnel

65201 - Paiement aux bénéficiaires - Frais spécifiques

65202 - Paiement aux associations prestataires (frais de personnel)

6521 - Prestations de service en nature en établissement d'accueil

65210 - Etablissements habilités à l'aide sociale

65211 - Etablissements non habilités à l'aide sociale

## 3) Création d'un compte 4494 "Opérations pour le compte de la communauté européenne".

Ce compte sert à retracer la réception, par le département "chef de projet" d'un programme européen, de fonds en provenance de la Communauté Européenne, que le département a en charge de reverser aux autres partenaires du projet.

## 4) Nouveau libellé pour le compte 451 :

L'intitulé du compte 451 "aide aux travailleurs sans emploi" est modifié en "Services à comptabilité distincte (à subdiviser)".

B) Précisions sur les modalités de fonctionnement du chapitre 959 "RMI"

La circulaire interministérielle n° NOR/FPP/A/96/10089/C en date du 11 septembre 1996 a procédé à une mise à jour de la nomenclature budgétaire et comptable des départements en créant des chapitres fonctionnels nouveaux relatifs aux actions réalisées par les départements au titre du RMI.

## ANNEXE (suite)

Cette circulaire précisait que le chapitre 959 pouvait comprendre des dépenses directes ou indirectes. En revanche, aucune recette directe, ni indirecte ne devait être inscrite à ce chapitre.

Une circulaire interministérielle de la Délégation interministérielle au revenu minimum d'insertion du 12 août 1997 rappelle les règles relatives à l'emploi des crédits d'insertion départementaux prévus par la loi du 1er décembre 1988. Elle rappelle également les règles d'imputabilité budgétaire et comptable des dépenses mais aussi des recettes relatives aux crédits d'insertion départementaux.

La partie relative aux dépenses n'a pas été modifiée.

En revanche, les précisions ci-après ont été apportées sur la partie relative aux recettes.

### Les recettes directes

Les remboursements et participations en provenance des différents partenaires participant au programme départemental d'insertion doivent s'imputer aux comptes par nature suivants :

7371 - Participation de l'Etat

7372 - Participation des régions

7376 - Fonds social européen

7377 - Autres subventions du budget communautaire et autres fonds structurels (pour les recettes de fonctionnement)

733 - Recouvrements

### Les recettes indirectes

Le chapitre 959 est soumis dans son fonctionnement à la règle comptable de ventilation des dépenses spécifiques à l'ensemble du groupe 95 dont il fait partie, définie au paragraphe 244.21 de l'instruction M51 (pages 72 et 73).

Ainsi, afin d'établir la base servant au calcul de la participation financière des communes prévue à l'article 3 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et rappelée à l'article 42 de la loi du 1er décembre 1988, un mouvement d'ordre doit permettre d'une part, de solder le chapitre 959 et, d'autre part, de reventiler les dépenses sur le chapitre 958 qui récapitule le coût de l'ensemble des opérations en matière d'aide sociale et de santé effectué par le département.

En conséquence, en fin d'année une recette indirecte d'un montant équivalent aux dépenses nettes, c'est-à-dire déduction faite des recettes directes, doit venir solder le chapitre 959.

Le chapitre 959 présente donc un solde nul au compte administratif.

Le niveau des recettes indirectes nécessaire à la clôture du chapitre 959 est ventilé en fonction de sa nature par inscription en dépenses des deux sous-chapitres suivants du chapitre 958 :

- 958-40 : pour la part des dépenses nettes relevant du RMI et qui constitue une dépense obligatoire. C'est à partir de ce montant que va être déterminée la participation des communes. Il est au moins égal à la participation légale du département ayant fait l'objet d'une consommation en cours de l'exercice.

- 958-60 : pour la part des dépenses nettes relevant du RMI et qui constitue une dépense obligatoire à la charge du département. Il s'agit ici des dépenses engagées par le département à

**ANNEXE (suite et fin)**

titre facultatif, et notamment celle excédant l'obligation légale notifiée par le représentant de l'Etat en début d'année.

**II/ NOMENCLATURE DES REGIONS (M51)**

1) Création de subdivisions pour prendre en compte les emplois jeunes :

- Versement de la rémunération :

6132 - Emplois jeunes

6139 - Autres

- Versement des fonds par l'Etat :

73711 - Participation de l'Etat pour les emplois jeunes

73719 - Autres

2) Création de diverses subdivisions :

7335 - Recouvrement sur le fonds national de péréquation de la taxe d'apprentissage

7376 - Fonds Social Européen

7377 - Autres subventions du budget communautaire et autres fonds structurels

3) Création d'un compte 4494 "Opérations pour le compte de la communauté européenne".

Ce compte sert à retracer la réception, par la région "chef de projet" d'un programme européen, de fonds en provenance de la Communauté Européenne, que la région a en charge de reverser aux autres partenaires du projet.

Pour le ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie  
Le Directeur de la Comptabilité Publique,  
M. GONNET

Pour le ministre de l'Intérieur  
Le Directeur Général des Collectivités Locales  
M. THENAULT

Directeur de la publication :  
Michel GONNET

Impression : Imprimerie Nationale  
27, rue de la Convention - 75732 PARIS CEDEX

**ISSN : 0984 9114**